

**Nations unies - Débat public sur la
traite des êtres humains en
situations de conflit - Intervention
de la représentante permanente
adjointe de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 21 novembre 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi avant tout de remercier chaleureusement l'Italie pour l'organisation de ce débat sur un sujet d'une actualité brûlante qui ébranle nos consciences et de vous féliciter pour les efforts sans relâche qui ont permis l'adoption unanime de la résolution 2388. J'adresse également les remerciements de la France au Secrétaire général pour son engagement exemplaire sur ce sujet. Je remercie aussi Mme Giammarinaro, M. Fedotov et M. Chergui pour leurs présentations éclairantes. La France s'associe au discours qui sera prononcé par l'Union européenne.

Monsieur le Président,

Je souhaiterais me concentrer sur trois points.

Premièrement, sur le diagnostic : la traite des êtres humains continue d'être l'un des trafics les plus rentables et les plus répandus dans le monde. Cela a été dit, elle recouvre de nombreuses formes d'exploitation : travail forcé, servitude sexuelle, enlèvements à des fins de prostitution forcée, viols, pour n'en citer que quelques-uns. Tragiquement, le recours à de telles atrocités, abominables et déshumanisantes par nature ne constitue plus une exception en situation de conflits ou post-conflits. Les groupes armés, terroristes ou criminels utilisent non seulement la traite des êtres humains comme un moyen de semer la terreur parmi les populations civiles, mais également comme une source de financement, voire un outil de recrutement.

Nous devons faire le constat terrifiant que la traite est devenue une dimension structurelle et perverse de nombreux conflits.

En Irak et en Syrie, ce sont les femmes et les enfants qui ont subi et continuent de subir les pires exactions commises par Daech. En Afrique de l'Ouest, et notamment au Nigéria, Boko Haram torture, viole, retient prisonniers des centaines de femmes et d'enfants. En Libye, les migrants font l'objet de traitements inhumains et de violences de la part de groupes criminels et de milices qui ne voient en eux qu'une source de revenus.

Monsieur le Président, le second point que je souhaite souligner est l'obligation d'agir collectivement face à ces actes qui ne sont pas seulement insupportables d'un point de vue moral, mais qui sont constitutifs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, voire de crimes de génocide. Les auteurs devront rendre des comptes devant la justice. Ainsi, dans le cas de la Libye, la France salue l'action de la procureure de la Cour pénale internationale qui continue son enquête sur les crimes présumés commis contre des migrants transitant par la Libye. Face à de tels crimes, nous avons le devoir d'agir dans le sens de la protection : protection des civils, mais aussi protection du droit international et humanitaire et de nos principes. Nous devons aussi sans relâche travailler au règlement politique des conflits qui font fuir et souffrir les populations.

En sus de notre engagement déterminé dans l'action multilatérale sur ce sujet, la France est également fortement engagée au niveau national dans la lutte contre la traite des êtres humains, en particulier celle des femmes et des enfants.

Nous disposons en France d'un arsenal juridique développé ainsi que d'un plan d'action national contre ce fléau. Nous encourageons tous les États à se doter de dispositifs nationaux solides, dans le cadre fixé par la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles, dont celui consacré à la lutte contre la traite des êtres humains.

La France mène de nombreuses actions de coopération bilatérale et régionale afin d'aider les États les plus vulnérables à faire face à ce fléau. Elle participe également activement aux programmes de renforcement des capacités de l'ONUDC, notamment en Afrique de l'Ouest, et contribue au fonds fiduciaire des Nations unies pour l'assistance aux victimes de la traite depuis sa création en 2010.

Monsieur le Président,

Le troisième élément que je mettrai en exergue à la suite des orateurs précédents est que le combat commun contre la traite des êtres humains requiert un engagement continu de tous les États et une coopération internationale accrue. Il exige des États une réponse globale, fondée sur le respect des droits de l'Homme, et qui doit reposer sur trois grands objectifs : prévenir, protéger et punir.

Le conseil de sécurité porte une responsabilité particulière dans la lutte contre ce fléau en situations de conflits. On ne peut aujourd'hui nier que le recours à la traite des êtres humains par des groupes armés ou terroristes en situations de conflit ou de post-conflit constitue une menace à la paix et la sécurité internationales.

Après la déclaration présidentielle de décembre 2015 et la résolution 2331 de l'an dernier, la résolution que nous venons d'adopter aujourd'hui constitue un nouveau pas en avant dans notre lutte commune contre la traite et l'exploitation des êtres humains. Elle permettra notamment de renforcer l'action des États, avec l'appui des Nations unies, dans deux domaines principaux : d'abord, l'identification des victimes et des personnes vulnérables, avec une attention particulière sur les femmes et les enfants ; et deuxièmement la capacité à démanteler les

réseaux, notamment criminels et terroristes, qui ont recours à la traite.

Monsieur le Président,

Face à des crimes aussi effroyables, nous avons la responsabilité collective d'y mettre un terme et de poursuivre les responsables de tels actes. Soyez assurés du plein engagement de la France dans ce combat.

Je vous remercie./.